

PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

PRÉFECTURE

Marseille, le 07 JAN. 2020

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ
DE LA LÉGALITÉ ET DE L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DES INSTALLATIONS ET TRAVAUX
RÈGLEMENTÉS POUR LA PROTECTION DES MILIEUX

Dossier suivi par : Mme HERBAUT
☎ : 04.84.35.42.65.
Dossier n° 51-2013 EA/CS

A R R Ê T É

**prescrivant l'ouverture d'une enquête publique unique
portant sur la demande d'autorisation de prélèvement d'eau,
d'autorisation d'utilisation d'eau en vue de la consommation humaine
et de déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau
et des périmètres de protection du captage du puits des Canaux Jumeaux
situé sur la commune d'Istres
au titre du code de l'environnement et du code de la santé publique**

**Le Préfet
de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
Préfet des Bouches-du-Rhône**

VU le code de la santé publique et notamment les articles L.1321-2, L.1321-7 et R.1321-6 et suivants relatifs à l'autorisation d'utilisation d'eau en vue de la consommation humaine et à la détermination de périmètres de protection autour des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines,

VU le code de l'environnement et notamment l'article L.214-3 relatif aux opérations soumises à autorisation et l'article L.215-13 concernant la déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau et les articles R.123-1 à R.123-27 concernant les enquêtes publiques relatives aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.122-1 et suivants et R.122-1 et suivants concernant les études d'impact, les articles L.123-1 et suivants et R.123-1 à R.123-27 concernant les enquêtes publiques relatives aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement, les articles L.214-1 à L.214-6 et R.214-1 à R.214-32 issus de la loi sur l'eau et notamment la rubrique 1.2.1.0 (2°) et L.215-13 sur la dérivation des eaux,

VU la loi modifiée n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

VU le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

VU la liste départementale d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur pour l'année en cours,

VU l'arrêté dressant la liste des journaux habilités à publier les annonces légales dans le département des Bouches-du-Rhône pour l'année en cours,

.../...

VU la délibération n° 111/13 du 28 mars 2013 du Comité Syndical du SAN Ouest Provence concernant la demande d'autorisation de prélèvement d'eau, d'autorisation d'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel destinée à la consommation humaine et de déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau et des périmètres de protection du captage du puits des Canaux Jumeaux sis hameau d'Entressen, sur la commune d'Istres,

VU la demande présentée le 24 avril 2013, au titre du code de l'environnement et du code de la santé publique, par le Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) Ouest Provence concernant l'autorisation de prélèvement d'eau, l'autorisation d'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel destinée à la consommation humaine et la déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau et des périmètres de protection du captage du puits des Canaux Jumeaux situé sur la commune d'Istres, reçue en Préfecture le 13 mai 2013 et enregistrée sous le numéro 51-2013 EA/CS,

VU les pièces du dossier annexé à la demande, notamment l'étude d'impact, l'avis de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique et la note de présentation,

VU l'arrêté préfectoral n° 51-2013 CS/EA du 28 avril 2016 autorisant le prélèvement, le traitement et la distribution au public des eaux provenant du captage des Canaux Jumeaux situé sur la commune d'Istres et déclarant d'utilité publique les travaux de prélèvement d'eau et les périmètres de protection de du captage au titre des articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement et au titre des articles L.1321-2 et suivants du code de la santé publique,

VU le jugement n° 1606457 du 14 mars 2019 du tribunal administratif de Marseille,

VU le courrier de la Métropole d'Aix-Marseille Provence du 29 juillet 2019 sollicitant l'ouverture de l'enquête publique suite au jugement précité,

VU l'avis émis le 9 septembre 2019 par la délégation départementale des Bouches-du-Rhône de l'Agence Régionale de Santé PACA,

VU l'avis émis le 17 septembre 2019 par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône, service mer, eau et environnement,

VU l'avis émis par la mission régionale de l'autorité environnementale, autorité compétente en matière d'environnement, joint au dossier mis à l'enquête publique,

VU la demande adressée le 18 décembre 2019 à la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille en vue de la désignation d'un commissaire enquêteur,

VU la décision n° E19000181/13 du 20 décembre 2019 de la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille portant désignation d'un commissaire enquêteur pour diligenter l'enquête publique unique,

CONSIDÉRANT la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2016,

CONSIDÉRANT que la réalisation de l'opération entre dans le champ d'application de la rubrique 1.2.1.0 (2°) de la nomenclature des opérations soumises à autorisation figurant au tableau annexé à l'article R.214-1 du code de l'environnement,

CONSIDÉRANT que le dossier a été jugé complet et régulier dans le cadre des procédures réglementaires prévues par le code de la santé publique et le code de l'environnement,

CONSIDÉRANT le jugement n° 1606457 du 14 mars 2019 du tribunal administratif de Marseille sollicitant la production d'une autorisation modificative en vue de régulariser l'arrêté préfectoral n° 51-2013 CS/EA du 28 avril 2016,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de soumettre le dossier aux formalités d'enquêtes publiques prescrites par les lois et décrets visés ci-dessus,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : Objet de l'enquête

Il sera procédé, pendant 30 jours consécutifs, du 3 février 2020 au 3 mars 2020 inclus, à l'ouverture, sur le territoire et en mairie d'Istres, d'une enquête publique unique portant sur la demande d'autorisation de prélèvement d'eau, d'autorisation d'utilisation d'eau en vue de la consommation humaine et de déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau et des périmètres de protection du captage du puits des Canaux Jumeaux sis hameau d'Entressen, sur la commune d'Istres, au titre du code de l'environnement et du code de la santé publique.

Cette opération concerne l'ouvrage et le prélèvement, pour un débit de 750 m³/h, du puits existant qui alimente actuellement en eau potable le hameau d'Entressen, sur la commune d'Istres et qui est destiné à alimenter, à terme, les communes de Miramas et de Saint-Chamas.

ARTICLE 2 : Désignation du commissaire enquêteur

A été désigné en qualité de commissaire enquêteur par la présidente du tribunal administratif de Marseille, Monsieur Jacques OGUER – officier de gendarmerie, retraité.

En cas d'empêchement du commissaire enquêteur désigné, l'enquête est interrompue. Après qu'un commissaire enquêteur remplaçant a été désigné par la présidente du tribunal administratif, ou le conseiller délégué par elle, et que la date de reprise de l'enquête a été fixée, l'autorité compétente pour organiser l'enquête publie un arrêté de reprise d'enquête dans les mêmes conditions que l'arrêté d'ouverture de l'enquête.

ARTICLE 3 : Déroulement de l'enquête publique unique

3.1 Consultation du dossier d'enquête

Le dossier d'enquête publique sur support papier comprenant notamment l'étude d'impact et son résumé non technique ainsi qu'un registre d'enquête établi sur feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront tenus à la disposition du public pendant une durée de trente jours consécutifs, du 3 février 2020 au 3 mars 2020 inclus, en mairie d'Istres, Direction de l'Urbanisme Opérationnel, 1 Esplanade Bernardin Laugier (13800), du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h30 afin que chacun puisse consulter le dossier et consigner ses observations et propositions sur le registre d'enquête ouvert à cet effet.

Le dossier d'enquête publique sera par ailleurs consultable pendant toute la durée de l'enquête sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>

Le dossier d'enquête publique pourra également être consulté gratuitement pendant la même période sur un poste informatique mis à la disposition du public à la préfecture des Bouches-du-Rhône, Direction de la Citoyenneté, de la Légalité et de l'Environnement, Bureau des Installations et Travaux Réglementés pour la Protection des Milieux, place Félix Baret, 13006 Marseille (du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h30 - bureau 421 - contact préalable au 04.84.35.42.65.).

Le dossier d'enquête publique est communicable à toute personne sur sa demande et à ses frais, dans les conditions prévues par le code des relations entre le public et l'administration, avant l'ouverture de l'enquête publique ou pendant celle-ci, en s'adressant à la préfecture des Bouches-du-Rhône.

3.2 Propositions et observations

Pendant la durée de l'enquête, les observations et propositions du public pourront être adressées au commissaire enquêteur par voie postale à la mairie d'Istres, Direction de l'Urbanisme Opérationnel, 1 Esplanade Bernardin Laugier, 13800 Istres, ou par courrier électronique à l'adresse suivante pref-ep-canaux-jumeaux@bouches-du-rhone.gouv.fr (capacité maxi 5MO).

En outre, les observations et propositions écrites et orales seront reçues par le commissaire enquêteur, Monsieur Jacques OGUER, qui se tiendra à la disposition du public au lieu, jours et heures suivants :

- Mairie d'Istres – Direction de l'Urbanisme Opérationnel - 1 Esplanade Bernardin Laugier (13800)

- lundi 3 février 2020 : de 14h00 à 17h30
- vendredi 14 février 2020 : de 8h30 à 12h00
- jeudi 20 février 2020 : de 8h30 à 12h00
- mercredi 26 février 2020 : de 14h00 à 17h30
- mardi 3 mars 2020 : de 14h00 à 17h30

Les observations et propositions du public (1) transmises par voie postale ainsi que les observations écrites reçues par le commissaire enquêteur lors des permanences ci-dessus seront consultables en mairie d'Istres aux heures d'ouverture au public et sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>

Les observations et propositions du public (1) transmises par voie électronique seront consultables sur le site internet de la préfecture où elles seront publiées dans les meilleurs délais conformément à l'article R.123-13 du code de l'environnement.

L'ensemble des observations et propositions du public sera communicable aux frais de la personne qui en fait la demande, dans les conditions prévues par le code des relations entre le public et l'administration, pendant toute la durée de l'enquête.

(1) Les données personnelles contenues dans les observations et propositions du public, quelles que soient leurs formes, et recueillies au cours de l'enquête environnementale seront consultables en ligne.

ARTICLE 4 : Information du public

Un avis faisant connaître l'ouverture de l'enquête publique et établi conformément aux dispositions de l'article L.123-10 du code de l'environnement sera publié par voie d'affiches et, éventuellement, par tout autre procédé, par les soins du maire concerné, dans la mairie d'Istres, **quinze jours** au moins avant l'ouverture de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

L'accomplissement de cette formalité incombe au maire et devra être certifié par lui.

En outre, dans les mêmes conditions de délai et de durée, et sauf impossibilité matérielle justifiée, le responsable du projet procédera à l'affichage du même avis sur les lieux prévus pour la réalisation du projet.

Ces affiches devront être visibles et lisibles de la ou, s'il y a lieu, des voies publiques et être conformes à des caractéristiques et dimensions fixées par l'arrêté du ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement du 24 avril 2012.

L'avis d'ouverture de l'enquête publique sera également publié par les soins du Préfet de la Région Provence, Alpes, Côte d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône, en caractères apparents dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département des Bouches-du-Rhône, **quinze jours** au moins avant le début de l'enquête et rappelé à l'identique dans les **huit premiers jours** de celle-ci.

L'avis d'ouverture de l'enquête publique sera publié sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr> quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

ARTICLE 5 : Consultation du conseil municipal

Conformément aux dispositions de l'article R.181-38 du code de l'environnement, dès le début de la phase d'enquête publique, le préfet demande l'avis du conseil municipal de la commune intéressée par le projet, notamment au regard des incidences environnementales notables de celui-ci sur son territoire.

Ne peut être pris en considération que l'avis exprimé au plus tard dans les quinze jours suivant la clôture de l'enquête publique.

ARTICLE 6 : Clôture du registre d'enquête

À l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête sera mis à la disposition du commissaire enquêteur et clos par lui.

Après clôture du registre d'enquête le commissaire enquêteur rencontre, dans un délai de 8 jours, le responsable du projet et lui communique les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le délai de huit jours court à compter de la réception par le commissaire enquêteur du registre d'enquête et des documents annexés. Le responsable du projet dispose d'un délai de quinze jours pour produire ses observations.

Le commissaire enquêteur établit un rapport conformément aux dispositions de l'article R.123-19 du code de l'environnement qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies.

Il consigne, dans une présentation séparée, ses conclusions motivées en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur transmet au préfet des Bouches-du-Rhône l'exemplaire du dossier de l'enquête déposé au siège de l'enquête, accompagné du registre et pièces annexées, avec le rapport et les conclusions motivées.

Il transmet simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées à la présidente du tribunal administratif de Marseille.

ARTICLE 7 : Rapport et conclusions d'enquête

Copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur est adressée, dès leur réception par le Préfet des Bouches-du-Rhône, au responsable du projet.

Copie du rapport et des conclusions est transmise à la mairie d'Istres où s'est déroulée l'enquête pour y être sans délai tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Le rapport et les conclusions sont par ailleurs sans délai tenus à la disposition du public à la préfecture des Bouches-du-Rhône et publiés sur son site internet <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr> pendant un an.

Dans les quinze jours suivant la réception du rapport d'enquête publique, le préfet transmet pour information la note de présentation non technique de la demande d'autorisation environnementale et les conclusions motivées du commissaire enquêteur au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.

ARTICLE 8 : Décision prise au terme de l'enquête

Au terme de l'enquête publique, le Préfet des Bouches-du-Rhône prendra une autorisation modificative dans le cadre des dispositions du 2° de l'article L.181-18 du code de l'environnement.

Cet arrêté sera mis en ligne sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>

ARTICLE 9 : Personne responsable du projet

Le maître d'ouvrage du projet est la Métropole d'Aix-Marseille-Provence - Immeuble Le Pharo - 58, boulevard Charles Livon - 13007 Marseille.

ARTICLE 10 : Exécution

- La Secrétaire Générale de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Sous-Préfet de l'arrondissement d'Istres,
- Le Maire de la commune d'Istres,
- La Présidente de la Métropole d'Aix-Marseille Provence,
- Le commissaire enquêteur,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet
La Secrétaire Générale



Juliette TRIGNAT